

UDAF DU RHONE ET DE LA METROPOLE DE LYON

12 bis, rue J.-M. Chavant

69361 LYON cedex 07

Rapport sur les comptes annuels  
au 31/12/2023



**COFIRECO**

**Commissaire aux comptes**

Membre de la compagnie régionale de Lyon-Riom

11, cours Aristide Briand

69300 CALUIRE

**UDAF DU RHONE ET DE LA METROPOLE DE LYON**

Association loi 1901 reconnue d'utilité publique

Siège social : 12 bis, rue J.-M. Chavant

69361 LYON cedex 07

R.C.S : Lyon 779 847 011

---

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

---

A l'assemblée générale de l'UDAF DU RHONE ET DE LA METROPOLE DE LYON

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF DU RHONE ET DE LA METROPOLE DE LYON relatifs à l'exercice de mois clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

# COFIRECO

## Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Lyon-Riom  
11, cours Aristide Briand  
69300 CALUIRE

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- dans le cadre de l'appréciation des règles et principes comptables, suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et des informations fournies dans les notes annexes aux comptes annuels et nous sommes assurés de leur correcte application ;
- les fonds propres de l'association et les résultats sont comptabilisés conformément aux règles énoncées dans l'annexe. Nous avons vérifié que leur présentation et l'affectation des résultats étaient conformes à la réglementation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

# COFIRECO

## Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Lyon-Riom  
11, cours Aristide Briand  
69300 CALUIRE

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Caluire et Cuire,  
Le 5 juin 2024

COFIRECO  
Commissaire aux comptes

Raphaël GARCIN



A C T I F		Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois		31/12/2022 12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET
<b>Actif Immobilisé</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		101 043,89	-97 941,40	3 102,49
Autres Immobilisations incorporelles				3 723,11
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations Corporelles</b>				
Terrains		45 734,71		45 734,71
Constructions		993 568,00	-993 511,97	56,03
Autres immobilisations corporelles		1 441 685,42	-1 019 876,27	421 809,15
Immobilisations corporelles en cours				375 979,29
				11 697,19
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations Financières</b>				
Autres titres Immobilisés		1 516 589,46		1 516 589,46
Prêts		247 492,30		247 492,30
Autres		356 050,85		356 050,85
<b>TOTAL I</b>		<b>4 702 164,63</b>	<b>-2 111 329,64</b>	<b>2 590 834,99</b>
<b>Comptes de Liaison</b>				
Comptes de Liaison				
<b>TOTAL II</b>				
<b>Actif Circulant</b>				
<b>Stocks et en cours</b>				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes				2 670,86
<b>Créances</b>				
Créances redevables usagers et comptes rattachés		176 353,64		176 353,64
Créances reçues par legs ou donations				676 482,76
Autres		186 710,58		186 710,58
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Valeurs mobilières de placement		495 641,77		495 641,77
<b>Instruments de trésorerie</b>				
Instruments de trésorerie		54 041,03		54 041,03
<b>Disponibilités</b>				
Disponibilités		4 368 722,57		4 368 722,57
<b>Charges constatées d'avance</b>				
Charges constatées d'avance		13 511,51		13 511,51
<b>TOTAL III</b>		<b>5 294 981,10</b>		<b>5 294 981,10</b>
<b>Frais d'émission des emprunts</b>				
Frais d'émission des emprunts				
<b>TOTAL IV</b>				
<b>Prime de remboursement des emprunts</b>				
Primes de remboursement des emprunts				
<b>TOTAL V</b>				
<b>Ecart de conversion Actif</b>				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL VI</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 997 145,73</b>	<b>-2 111 329,64</b>	<b>7 885 816,09</b>
				<b>7 283 075,90</b>



**PASSIF**

Arrêté au 31/12/2023

31/12/2022

Durée 12 mois

12 mois

<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	387 894,12	387 894,12
Fonds propres complémentaires		
<b>Ecart de réévaluation</b>	504 370,94	504 370,94
<b>Réserves</b>		
Réserves pour projet de l'entité		
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 622 471,44	1 564 193,23
<b>Report à nouveau</b>	130 590,75	130 590,75
Report à nouveau		
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	676 578,41	398 493,38
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	1 564 286,23	1 391 281,79
Excédent ou déficit de l'exercice		
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales	277 891,54	336 363,24
<b>Situation nette (sous-total)</b>		
Situation nette (sous-total)		
<b>Fonds propres consommables</b>	3 469 206,45	3 191 314,91
<b>Subventions d'investissement</b>		
Subventions d'investissement		
<b>Provisions réglementées</b>	142 291,00	173 346,14
<b>Fonds reportés et dédié:</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>3 611 497,45</b>
<b>Fonds reportés liés aux legs et donation</b>		<b>3 364 661,05</b>
Fonds reportés liés aux legs et donation		
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds dédiés		
<b>Comptes de Liaison</b>	<b>TOTAL II</b>	
<b>Comptes de Liaison</b>		
Comptes de Liaison		
<b>Provisions</b>	<b>TOTAL III</b>	
<b>Provisions pour risques</b>		
<b>Provisions pour charges</b>		
<b>Dettes</b>	<b>TOTAL IV</b>	
<b>Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif</b>		
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>	49 866,98	57 828,55
<b>Avances et acomptes sur commandes</b>		
Avances et acomptes sur commandes		
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
<b>Dettes des legs ou donations</b>	237 016,58	163 666,39
Dettes des legs ou donations		
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
Dettes fiscales et sociales		
<b>Dettes sur immobilisations, comptes rattachés</b>	1 072 222,99	1 054 697,22
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		
<b>Autres dettes (d'exploitation)</b>	1 436 830,00	1 436 830,00
Autres dettes (d'exploitation)		
<b>Instruments de trésorerie</b>	469 802,79	283 419,72
Instruments de trésorerie		
<b>Produits constatés d'avance</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>Ecarts de conversion Passif</b>	<b>TOTAL V</b>	
<b>Ecarts de conversion Passif</b>		
	<b>TOTAL VI</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 885 816,09</b>	<b>7 283 075,90</b>



# Compte de résultat

UDAF 69

	Arrêté au : Arrêté au 31/12/2023		Arrêté au 31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Produit d'exploitation</b>						
Ventes de marchandises						
Production vendue (biens)						
Production vendue (services)	655 528,56	13,02	657 334,64	14,02	-1 806,08	-0,27
<b>Chiffre d'affaire</b>	<b>655 528,56</b>	<b>13,02</b>	<b>657 334,64</b>	<b>14,02</b>	<b>-1 806,08</b>	<b>-0,27</b>
Production stockée						
Production immobilisée	5 034 171,22	100,00	4 690 205,48	100,00	343 965,74	7,33
Subventions d'exploitation	751 737,20	14,93	663 103,67	14,14	88 633,53	13,37
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	157 158,33	3,12	92 508,34	1,97	64 649,99	69,89
Autres produits	385 871,98	7,67	356 975,43	7,61	28 896,55	8,09
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I</b>	<b>6 984 467,29</b>	<b>138,74</b>	<b>6 460 127,56</b>	<b>137,74</b>	<b>524 339,73</b>	<b>8,12</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Achat de matières premières et autres						
Autres achats et charges externes	1 085 153,49	21,56	925 862,87	19,74	159 290,62	17,20
Impôts, taxes et versements assimilés	459 680,85	9,13	394 372,90	8,41	65 307,95	16,56
Salaires et traitements	3 630 997,03	72,13	3 381 758,60	72,10	249 238,43	7,37
Charges sociales	1 493 951,48	29,68	1 357 947,42	28,95	136 004,06	10,02
Dotation	108 403,98	2,15	157 484,11	3,36	-49 080,13	-31,17
Autres charges	25 393,89	0,50	28 680,81	0,61	-3 286,92	-11,46
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>	<b>6 803 580,72</b>	<b>135,15</b>	<b>6 246 106,71</b>	<b>133,17</b>	<b>557 474,01</b>	<b>8,93</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>180 886,57</b>	<b>3,59</b>	<b>214 020,85</b>	<b>4,56</b>	<b>-33 134,28</b>	<b>-15,48</b>
<b>Opération en commun</b>						
Bénéfice attribué, perte transférée Total III						
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV						
<b>OPÉRATION EN COMMUN</b>						
<b>Produits financiers</b>						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	19 968,12	0,40	22 887,37	0,49	-2 919,25	-12,75
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL V</b>	<b>19 968,12</b>	<b>0,40</b>	<b>22 887,37</b>	<b>0,49</b>	<b>-2 919,25</b>	<b>-12,75</b>
<b>Charges financières</b>						
Charges financières	1 869,91	0,04	2 141,34	0,05	-271,43	-12,68
Autres charges financières						
<b>CHARGES FINANCIÈRES TOTAL VI</b>	<b>1 869,91</b>	<b>0,04</b>	<b>2 141,34</b>	<b>0,05</b>	<b>-271,43</b>	<b>-12,68</b>
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>	<b>18 098,21</b>	<b>0,36</b>	<b>20 746,03</b>	<b>0,44</b>	<b>-2 647,82</b>	<b>-12,76</b>
<b>RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS</b>	<b>198 984,78</b>	<b>3,95</b>	<b>234 766,88</b>	<b>5,01</b>	<b>-35 782,10</b>	<b>-15,24</b>
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opération de gestion	91 869,19	1,82	52 789,36	1,13	39 079,83	74,03
Sur opération en capital	31 055,14	0,62	31 055,43	0,66	-0,29	0,00
Reprises/provisions et transfert de char						
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL VII</b>	<b>122 924,33</b>	<b>2,44</b>	<b>83 844,79</b>	<b>1,79</b>	<b>39 079,54</b>	<b>46,61</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Sur opération de gestion	35 931,75	0,71	1 705,73	0,04	34 226,02	2 006,53
Sur opération en capital	1 782,82	0,04	7 520,70	0,16	-5 737,88	-76,29
Dotation aux amortissements et aux prov.	455,00	0,01	264,00	0,01	191,00	72,35
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VIII</b>	<b>38 169,57</b>	<b>0,76</b>	<b>9 490,43</b>	<b>0,20</b>	<b>28 679,14</b>	<b>302,19</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>84 754,76</b>	<b>1,68</b>	<b>74 354,36</b>	<b>1,59</b>	<b>10 400,40</b>	<b>13,99</b>
<b>Participation des salariés</b>						
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL IX</b>						
Impôts sur les bénéfices	3 048,00	0,06	4 589,00	0,10	-1 541,00	-33,58
<b>TOTAL X</b>	<b>3 048,00</b>	<b>0,06</b>	<b>4 589,00</b>	<b>0,10</b>	<b>-1 541,00</b>	<b>-33,58</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>7 127 359,74</b>	<b>141,58</b>	<b>6 566 859,72</b>	<b>140,01</b>	<b>560 500,02</b>	<b>8,54</b>
<b>CHARGES</b>	<b>6 846 668,20</b>	<b>136,00</b>	<b>6 262 327,48</b>	<b>133,52</b>	<b>584 340,72</b>	<b>9,33</b>
<b>SOLDE INTERMÉDIAIRE</b>	<b>280 691,54</b>	<b>5,58</b>	<b>304 532,24</b>	<b>6,49</b>	<b>-23 840,70</b>	<b>-7,83</b>
<b>Total XI</b>						
Eng. à réaliser sur ressources affectés	2 800,00	0,06			2 800,00	
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs			-31 831,00	-0,68	31 831,00	-100,00
<b>TOTAL XI</b>	<b>2 800,00</b>	<b>0,06</b>	<b>-31 831,00</b>	<b>-0,68</b>	<b>34 631,00</b>	<b>-108,80</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>277 891,54</b>	<b>5,52</b>	<b>336 363,24</b>	<b>7,17</b>	<b>-58 471,70</b>	<b>-17,38</b>

# Compte de résultat

UDAF 69

Arrêté au :	Arrêté au 31/12/2023	Arrêté au 31/12/2022	Variation
	Montant	Montant	Montant
	%	%	%

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

### Contributions Produits

Dons en nature

Prestation en nature

Bénévolat

### CONTRIBUTIONS PRODUITS

### Contributions Charges

Secours en nature

Mises à disposition gratuite de biens et services

Prestations en nature

Personnel bénévole

### CONTRIBUTIONS CHARGES





# Immobilisations

UDAF 69

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d' immobilisations incorporelles	102 017.33		4 368.00
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>102 017.33</b>		<b>4 368.00</b>
Terrains	45 734.71		
Constructions sur sol propre	993 568.00		
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Install générales, agenc. et aménag. divers	760 762.50		124 809.60
Matériel de transport	292 962.00		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	261 155.55		20 990.14
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	11 697.19		
Avances et acomptes			
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 365 879.95</b>		<b>145 799.74</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation			
Autres titres immobilisés	1 516 189.4€		400.00
Prêts et autres immobilisations financières	574 581.33		29 059.44
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 090 770.79</b>		<b>29 459.44</b>
<b>Total Général</b>	<b>4 558 668.07</b>		<b>179 627.18</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d' immobilisations incorporelles		5 341.44	101 043.89	
<b>Immobilisations incorporelles</b>		<b>5 341.44</b>	<b>101 043.89</b>	
Terrains			45 734.71	
Constructions sur sol propre			993 568.00	
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Install générales, agenc. et aménag. divers		14 185.60	871 386.50	
Matériel de transport			292 962.00	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		4 808.77	277 336.92	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		11 697.74		
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>		<b>30 692.11</b>	<b>2 480 988.13</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation				
Autres titres immobilisés			1 516 589.4€	
Prêts et autres immobilisations financières		97.62	603 543.15	
<b>Immobilisations financières</b>		<b>97.62</b>	<b>2 120 132.61</b>	
<b>Total Général</b>		<b>36 131.17</b>	<b>4 702 164.63</b>	



# Amortissements

UDAF 69

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d' immobilisations incorporelles	98 294.22	4 988.62	5 341.44	97 941.40
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>98 294.22</b>	<b>4 988.62</b>	<b>5 341.44</b>	<b>97 941.40</b>
Terrains				
Constructions sur sol propre	993 511.97			993 511.97
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	608 859.67	35 219.46	12 715.98	631 363.15
Matériel de transport	87 742.42	45 582.12		133 324.54
Matériel de bureau, informatique, mobilier	242 298.67	17 385.48	4 495.57	255 188.58
Emballages récup et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 932 412.73</b>	<b>98 187.06</b>	<b>17 211.55</b>	<b>2 013 388.24</b>
<b>Total Général</b>	<b>2 030 706.95</b>	<b>103 175.68</b>	<b>22 552.99</b>	<b>2 111 329.64</b>

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d' immobilisations incorporelles	4 988.62				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 988.62</b>				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	35 219.46				
Matériel de transport	45 582.12				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	17 385.48				
Emballages récup et divers					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>98 187.06</b>				
<b>Total Général</b>	<b>103 175.68</b>				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				



## Provisions

UDAF 69

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>Provisions réglementées</b>				
Provisions pour litiges	116 900.00			116 900.00
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	700 186.76	6 428.30		706 615.06
Provisions pour impôts	2 914.00	3 195.00	2 740.00	3 369.00
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charge sociales, fiscales sur congés à				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>Provisions risques et charges</b>	<b>820 000.76</b>	<b>9 623.30</b>	<b>2 740.00</b>	<b>826 884.06</b>
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>Provisions pour dépréciation</b>				
<b>Total Général</b>	<b>820 000.76</b>	<b>9 623.30</b>	<b>2 740.00</b>	<b>826 884.06</b>
Dotations et reprises d'exploitation		6 428.30		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence				



## Créances et Dettes

UDAF 69

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	247 492.30	247 492.30	
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	176 353.64	176 353.64	
Personnel et comptes rattachés	480.29	480.29	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 924.61	16 924.61	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	169 484.24	169 484.24	
Charges constatées d'avance	13 511.51	13 511.51	
<b>Total général</b>	<b>624 246.59</b>	<b>624 246.59</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	16 358.95		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	97.62		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	49 866.98	49 866.98		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	237 016.58	237 016.58		
Personnel et comptes rattachés	479 252.53	479 252.53		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	483 136.15	483 136.15		
Etat, impôt sur les bénéfices	3 048.00	3 048.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	106 964.87	106 964.87		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 436 830.00	1 436 830.00		
Groupes et associés				
Autres Dettes	469 802.79	469 802.79		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	76 525.80	76 525.80		
<b>Total général</b>	<b>3 342 443.70</b>	<b>3 342 443.70</b>		
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	7 961.57			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				



## Table des matières

<b>A - PRESENTATION</b>	<b>4</b>
<b>B - REGLES ET METHODES COMPTABLES</b>	<b>5</b>
<b>Immobilisations</b>	<b>6</b>
<i>Immobilisations incorporelles et corporelles</i>	6
<i>Immobilisations financières</i>	6
<i>Participations, autres titres immobilisés</i>	6
<b>Créances</b>	<b>6</b>
<b>Avoirs des Majeurs Protégés</b>	<b>6</b>
<b>Opérations faites pour le compte de tiers</b>	<b>7</b>
<b>Informations à caractère fiscal</b>	<b>7</b>
<b>C - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE</b>	<b>8</b>
<b>Les conventions d'objectifs</b>	<b>8</b>
<b>Litiges</b>	<b>8</b>
<b>Service AEA</b>	<b>8</b>
<b>Service AEA PE</b>	<b>8</b>
<b>Service MJPM</b>	<b>8</b>
<b>Autres appels à projets</b>	<b>8</b>
<b>Résultats sous contrôle financeurs</b>	<b>9</b>
<b>D - FAITS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>10</b>
<b>E - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN</b>	<b>10</b>
<b>Actif</b>	<b>10</b>
<i>Tableau des filiales et participations</i>	11
<i>Charges constatées d'avance</i>	11
<i>Produits à recevoir</i>	12
<b>Passif</b>	<b>13</b>
<i>Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022</i>	13
<i>Tableau de variation des fonds propres</i>	14
<i>Détail des fonds propres par service au 31.12</i>	15
<i>Fonds dédiés</i>	16
<i>Charges à payer</i>	17
<i>Produits constatés d'avance</i>	17
<b>F - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>18</b>
<b>Les agréments de l'Association</b>	<b>18</b>
<i>Agréments des services MJPM, AGBF, AEA, AEAP</i>	18
<i>Agrément association de consommateurs</i>	18
<i>Agrément Association éducative complémentaire de l'Enseignement public</i>	18
<i>Agrément représentant les usagers dans les instances hospitalières</i>	18
<b>Indemnité de départ en retraite</b>	<b>19</b>
<b>Provision pour congés payés</b>	<b>19</b>
<b>Disponibilités et divers</b>	<b>19</b>

Trésorerie propre	19
Valeurs mobilières de placement	19
<b>Effectif</b>	<b>20</b>
<b>Etat des rémunérations des trois plus hauts cadres, dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature</b>	<b>20</b>
<b>Honoraires du Commissaire aux Comptes</b>	<b>20</b>
<b>Compte de résultat par services</b>	<b>20</b>
<b>Engagements</b>	<b>22</b>
Nantissement	22
Cautions	22
<b>Bénévolat, dons et mises à dispositions gratuites</b>	<b>23</b>



<b>ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023</b>
--

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 est de 7 885 816 Euros.

Le compte de résultat de l'exercice présente un excédent de 277 892 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2023 par le Conseil d'Administration de l'Association. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.

## A - PRESENTATION

L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'article L211-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles stipule :

*« L'union Nationale et les unions départementales et locales sont constituées sous le régime de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, sous réserve des dérogations résultant du présent chapitre.*

*Chaque Union établit ses statuts et un règlement intérieur.*

*Les statuts et le règlement intérieur sont soumis, pour les unions locales, à l'agrément de l'union départementale, pour les unions départementales, à l'agrément de l'Union Nationale, pour l'Union Nationale, à l'agrément du Ministre chargé de la Famille.*

*L'Union Nationale et les unions départementales et locales d'associations familiales jouissent de plein droit de la capacité juridique, **des Associations reconnues comme établissements d'utilité publique lorsqu'elles ont obtenu l'agrément prévu au troisième alinéa.***

*Elles bénéficient également des divers avantages fiscaux accordés aux établissements d'utilité publique ayant pour objet l'assistance et la bienfaisance. Elles peuvent posséder tous biens meubles ou immeubles utiles au fonctionnement de leurs services, œuvres ou institutions. ».*

Conformément à l'article L211-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les statuts de l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon sont agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'Association UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

## **B - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, et en tenant compte des hypothèses de base suivantes :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- L'indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

### Méthode :

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif a été homologué par arrêté du 26 décembre 2019 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2019.

Pour les comptes annuels 2023, les dispositions de ce règlement sont appliquées et n'ont aucune incidence sur les montants inscrits au bilan et résultat de l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon.

### Spécificités :

En raison des spécificités de l'activité et des services de l'Association (Action Familiale, Médiation Familiale, Mesure Judiciaire à la protection des majeurs, Action Educative Administrative, Action Educative Administrative Petite Enfance, Aide à la Gestion du Budget Familial, Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé, Action Educative Budgétaire), des contraintes de présentation des comptes donnent lieu à certains aménagements des méthodes comptables appliquées. Les comptes annuels sont ainsi arrêtés en tenant compte également des dispositions réglementaires et avis suivants :

- Règlement 2000-06 et 2003-07 sur les passifs ;
- Règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs ;
- Règlement 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs ;
- Règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de modification ;
- Règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

### Immobilisations

#### Immobilisations incorporelles et corporelles

L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 le traitement comptable sur les actifs définis par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) à l'exception de l'immeuble situé au 12 bis rue Jean-Marie Chavant qui a été réévalué en 2005 pour 386 417.67 euros, somme inscrite en contrepartie en fonds social sans droit de reprise.

La décomposition et les durées d'amortissements des composants pratiquées pour cet immeuble sont les suivants :

- Structure :	30 ans
- Chauffage collectif :	25 ans
- Etanchéité :	15 ans
- Ravalement :	15 ans
- Agencements :	15 ans

Les règlements comptables référencés CRC 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et CRC 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs n'ont pas eu d'incidence sur les durées d'amortissements des autres immobilisations. Ces dernières sont amorties de la façon suivante :

- Logiciels :	Linéaire de 1 à 5 ans
- Autres immobilisations incorporelles :	Linéaire de 5 ans
- Agencements installations :	Linéaire de 5 à 15 ans
- Matériel informatique, éducatif :	Linéaire de 1 à 8 ans
- Matériel de bureau :	Linéaire de 3 à 5 ans
- Matériel de transport :	Linéaire de 3 à 7 ans

#### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de cautions versées et des prêts accordés.

#### Participations, autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (hors droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Avoirs des Majeurs Protégés

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire à son nom.

**Opérations faites pour le compte de tiers**

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

Les opérations traitées, pour le compte de tiers, au nom de l'Association, sont inscrites selon leur nature dans les charges et les produits de l'Association.

**Informations à caractère fiscal**

- a) A l'exception de certains produits financiers, l'Association est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.
- b) L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.
- c) Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères non-lucratifs.

## **C - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

### **Les conventions d'objectifs**

L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2022-2026 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L.211-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les actions proposées par l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon sont les suivantes :

- Action 1 : Conseils Accompagnements et Parentalité ;
- Action 2 : Structurer et Développer des lieux de soutien à la Parentalité ;
- Action 9 : Accompagnement Budgétaire.

Le montant du budget alloué pour l'année 2023 s'élève à 60 194 euros. A la clôture de l'exercice, ce budget est intégralement consommé.

La dotation prévisionnelle 2022-2026 est fixée à la somme de 289 955 euros.

### **Litiges**

Une provision pour risques était comptabilisée au 31 décembre 2019 pour un montant de 56 900 euros. L'affaire est toujours en cours. L'ex-salariée ayant fait appel de la décision rendu par les prud'hommes en avril 2023. La provision pour risques est maintenue.

Une provision pour un second prud'homme pour 60 000 euros né en 2021 est maintenue en 2023. L'affaire est toujours en cours à la date du 31.12.2023.

### **Service AEA**

Augmentation de la capacité autorisée financé du service de 800 à 870 places à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023.

### **Service AEA PE**

Augmentation de la capacité autorisée financé du service de 40 à 60 places à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023.

### **Service MJPM**

Un décret du Conseil d'Etat a annulé partiellement le décret n°2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs. Cette annulation partielle porte sur la participation des majeurs protégés au financement de leur mesure de protection. Sur l'exercice 2023, l'Etat a poursuivi la compensation financière des mandataires judiciaires privés et des services tutélaires.

Evaluation externe du service dans le cadre de notre obligation quinquennale.

### **Autres appels à projets**

L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon est retenue en décembre 2023 pour l'appel à projet de la MASP Métropole. L'activité est renouvelée pour 2 ans avec une reconduction tacite de 2 ans

Le renouvellement de la convention MASP avec le département du Rhône a également été conclu pour 2 années reconductible tacitement pour 2 ans.



**Fonds propres sans droit de reprise**

Lors de sa dissolution, l'association départementale de la Médaille de la Famille Française a transféré son boni de liquidation à notre association pour un montant de 1 476.45 euros.

**Résultats sous contrôle financeurs**

Les activités des services relevant d'une gestion contrôlée (Mesure Judiciaire à la Protection des Majeurs, Aide à la Gestion du Budget Familiale, Action Educative Administrative, Action Educative Administrative Petite Enfance) font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à l'autorité de tarification d'affecter le résultat de ces services. A la date de l'établissement des comptes annuels 2023, les résultats comptables 2022 de ces services sont comptabilisés dans le compte « report à nouveau : résultat sous contrôle de tiers financeurs ».

#### **D - FAITS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

- Evaluation externe du service AGBF
- Rencontre avec les services de tarification de la Métropole de Lyon et de la DREETS
- Renouvellement de l'habilitation du service AEA pour 15 ans
- Un licenciement pour inaptitude médicale
- Participation au schéma régional de la protection des majeurs

#### **E - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

##### **Actif**

L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon détient des participations de :

- 99.99 % au sein de la SCI UDAF LE MARTELET, depuis le 7 août 2013. La SCI UDAF LE MARTELET a un capital de 671 580 euros. 0.01 % est détenu par l'UNAF. Le capital est non libéré.
- 99.99 % au sein de la SCI UDAF GOUNOT, depuis le 13 juillet 2016. La SCI UDAF GOUNOT a un capital de 765 000 euros. 0.01 % est détenu par l'UNAF. Le capital est non libéré.

L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon s'est porté caution solidaire pour :

- L'emprunt souscrit par la SCI UDAF LE MARTELET à hauteur de 100 %. Le montant restant dû au 31 décembre 2023 est de 406 397 euros.
- L'emprunt souscrit par la SCI UDAF GOUNOT à hauteur de 25 %. Le montant restant dû au 31 décembre 2023 est de 527 001 euros.

**Tableau des filiales et participations**

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quota part du capital détenu %	Valeur comptable des titres détenus		Prêt et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes	Résultat (bénéfice ou perte)	Dividendes encaissés	Observations
				Brute	Net						
SCI Le Martelet	671 850	86 707	99.99	671 840	671 840	187 047	406 397	60 647	1 824	-	
SCI Gounot	765 000	74 853	99.99	764 990	764 990	168 875	131 750	55 794	7 415	-	

**Charges constatées d'avance**

Charges constatées d'avance	Montants (€)
Charges constatées d'avance :	13 512
- Charges d'exploitation liées à la séparation des exercices	13 512
<b>Total</b>	<b>13 512</b>

Produits à recevoir (financeurs)

Financeurs	Action Familiale	Médiation Familiale	MJPM	MAISON DE LA FAMILLE	AGBF	Association	MASP	AEA	AEAPE	ESL	Montants
UNAF		11 750									11 750
Conseil départemental							12 443				12 443
MSA		7 815			23 208						31 023
CAF		76 294			7 017						83 311
Communes											-
Justice		5 291									5 291
CROUS				1 619							1 619
Usagers		2 676	4 930								7 606
Divers	354	2 876	10 741	755	741		134	1 532	48	32	17 273
Total	354	106 702	15 671	2 374	30 966	-	12 577	1 532	48	32	170 255

**Passif**

**Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

L'excédent de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élève globalement à 336 364 euros.

Ce résultat est divisé en 10 services gérés par l'Association :

Services	Résultat à affecter		Résultat affecté			
	Excédent 2022 (€)	Déficit 2022 (€)	« Autres réserves » (€)	Excédent affecté à l'investissement (€)	Report à nouveau débitaire (€)	Excédent affecté (€) (*)
Action familiale		4 778			4 778	
Médiation familiale	459				459	
Association	38 525				38 525	
Maison de la Famille		9 044	36 474		45 518	
MASP		37 087			37 087	
FSL	21 804		21 804			
MJPM (*)	215 808					215 808
AGBF (*)	90 494					90 494
AEA (*)	40 167					40 167
AEAPE (*)		19 984			19 984	
<b>Totaux</b>	<b>407 257</b>	<b>70 893</b>	<b>58 278</b>	<b>-</b>	<b>68 383</b>	<b>346 469</b>
		<b>336 364</b>				<b>336 364</b>

(\*) Les services MJPM, AGBF, AEA et AEAPÉ sont sous contrôle de financeurs. Il appartient également à l'autorité de tarification d'affecter le résultat de ces services en 2023. Dans l'attente, les résultats 2022 de ces 4 services sont comptabilisés dans le compte « report à nouveau : résultat sous contrôle de tiers financeurs ».

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	387 894				387 894
Fonds propres avec droit de reprise	504 371				504 371
Ecart de réévaluation					-
Réserves	1 564 195	58 278		-	1 622 473
Report à nouveau	398 492	278 086			676 578
Excédent ou déficit de l'exercice	336 363		277 892	336 363	277 892
<b>Situation nette</b>	<b>3 191 315</b>	<b>336 364</b>	<b>277 892</b>	<b>336 363</b>	<b>3 469 208</b>
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	173 346			31 055	142 291
Provisions réglementées					-
<b>Total</b>	<b>3 364 661</b>	<b>336 364</b>	<b>277 892</b>	<b>367 418</b>	<b>3 611 499</b>



UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon  
12 bis rue Jean-Marie Chavant  
69007 LYON

Exercice clos le 31/12/2023

Détail des fonds propres par service au 31.12

Variation des fonds propres	Gestion contrôlée				Gestion propre						Total
	AEA	AEAPE	AGBF	MJPM	Médiation Familiale	Maison de la Famille	Action Familiale	Association	MASP	FSL	
Fonds propres sans droit de reprise							1 476	386 418			387 894
Fonds propres avec droit de reprise	18 877					1 645	571	516 034	4 998		504 371
Ecart de réévaluation											-
Réserves	74 925	12 439	157 516	160 642		102 488	328 701	666 678	68 099	50 983	1 622 471
Report à nouveau	229 491	1 179	462 876	905 401	86 376	45 518	4 779	709 680	76 015		676 579
Dont résultat sous contrôle tiers	129 279	53 707	467 507	913 793							1 564 286
Excédent ou déficit de l'exercice	87 271	10 675	981	144 707	18 232	26 103	77 665	445 391	51 468	15 748	277 891
Situation nette	198 268	24 293	619 411	921 336	68 144	84 718	403 634	1 304 841	54 386	35 235	3 469 206
Fonds propres consommables											-
Subventions d'investissement								142 291			142 291
Provisions réglementées											-
Total	198 268	24 293	619 411	921 336	68 144	84 718	403 634	1 447 132	54 386	35 235	3 611 497
Total	1 763 308				1 848 189						3 611 497

### Fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « engagements à réaliser en ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Pour l'exercice, les mouvements des fonds dédiés sont les suivants :

	Solde au 31.12.2022	Augmentation	Diminution	Solde au 31.12.2023
Formation	4 509	2800		7 309
Informatique	102			102
Indemnité départ à la retraite	18 057			18 057
Information et soutien tuteurs familiaux	12 760			12 760
RGPD				0
Lieu accueil enfants parents				0
Point conseil budget	60 000			60 000
Maison de la Famille	6 942			6 942
<b>Totaux</b>	<b>102 370</b>	<b>2 800</b>	<b>0</b>	<b>105 170</b>

Charges à payer

Charges à payer	Montants (€)
<b>Dettes fournisseurs, factures non parvenues :</b>	<b>90 137</b>
Honoraires Commissaire aux Comptes	10 000
Honoraires Expert-Comptable	8 400
Honoraires Psychologues	990
Intrusion	1 239
AG 2023	12 000
Formation CNC	4 568
Maintenance copieurs	4445
Copies	4854
Affranchissements	3 788
Debarras locaux	3 685
Maintenance informatique	438
Eau	1 044
Energie / Gaz	434
Energie / Electricité	34 252
<b>Dettes fiscales et sociales :</b>	<b>700 531</b>
Personnel Charges à payer	8 326
Congés payés	378 103
Compte Epargne Temps (CET)	78 198
Autres Charges à Payer	3 144
Charges sociales sur congés payés	186 450
Charges sociales sur autres CET	46 310
<b>Total</b>	<b>790 668</b>

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montants (€)
<b>Produits constatés d'avance :</b>	<b>76 923</b>
Financement CNFS	40 000
Pacte des solidarité	36 923
<b>Total</b>	<b>76 923</b>

## F - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### Les agréments de l'Association

#### Agréments des services MJPM, AGBF, AEA, AEAPE

a) MJPM :

Un arrêté du Préfet du Rhône en date du 24 août 2010 autorise l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon à la création d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs dans les ressorts des tribunaux judiciaires de LYON, VILLEURBANNE et VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE.

L'agrément est autorisé pour une durée de 15 ans.

b) AGBF :

Un arrêté du Préfet du Rhône en date du 24 août 2010 autorise l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon à la création d'un service délégué aux prestations familiales dans les ressorts des tribunaux judiciaires de LYON, VILLEURBANNE et VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE.

L'agrément est autorisé pour une durée de 15 ans.

c) AEA :

Un arrêté du Président du Conseil Départemental du Rhône en date du 24 mars 2009 renouvelle l'habilitation à l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon, à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance (ASE) de l'établissement Service actions éducatives administratives.

L'agrément est autorisé pour une durée de 15 ans.

d) AEAPE :

Un arrêté du Président de la Métropole de Lyon en date du 16 juillet 2018 a autorisé le renouvellement de l'autorisation et habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance (ASE) de l'établissement Service actions éducatives administratives – petite enfance.

Le renouvellement est autorisé pour une durée de 15 ans allant jusqu'au 6 novembre 2032.

#### Agrément association de consommateurs

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme des Associations de consommateurs depuis 1973. L'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon bénéficie de cet agrément.

#### Agrément Association éducative complémentaire de l'Enseignement public

Depuis 2012, L'UNAF et les UDAF sont considérées comme « Associations éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements ;
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire ;
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative.

#### Agrément représentant les usagers dans les instances hospitalières

Par arrêté du 28 avril 2016 du ministère des affaires sociales et de la santé, L'UNAF et les UDAF sont agréées représentant des usagers dans les instances hospitalières.

### Indemnité de départ en retraite

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'Association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Le montant des engagements « Retraite » pour l'exercice a été calculé d'après la convention collective de 1966, applicable au sein de l'Association. Pour calculer le montant des engagements, les hypothèses suivantes sont retenues :

Base : salariés présents au 31 décembre 2022 bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée.

Age de départ en retraite : 64 ans

Montant de l'indemnité à l'âge de départ en retraite :

- a. Un mois de salaire, si le salarié totalise au moins 10 ans d'ancienneté au service de la même entreprise.
- b. Trois mois de salaire, si le salarié totalise au moins 15 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention.
- c. Six mois de salaire, si le salarié totalise au moins 25 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention.

Engagement d'indemnité de départ en retraite : Par simplification, étalement de l'indemnité sur le nombre d'années restant à courir jusqu'à 64 ans.

Départ en retraite : A l'initiative du salarié.

Probabilité : Taux de rotation et moyenne d'espérance de vie selon la table TV 88/90.

Les indemnités acquises, selon les hypothèses retenues, pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 706 615 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2023.

### Provision pour congés payés

La provision pour congés payés est comptabilisée dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le montant de la provision, charges sociales comprises, s'élève à 564 553 euros.

### Disponibilités et divers

#### Trésorerie propre

Le montant de la Trésorerie de l'Association s'élève à 4 864 365€ dont 33 694€ d'intérêts courus à recevoir.

#### Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition de ces valeurs mobilières de placement n'ont pas été intégrés.

### **Effectif**

L'effectif moyen de l'Association est de 109.33 ETP.

### **Etat des rémunérations des trois plus hauts cadres, dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature**

Personnes concernées	Montant
Administrateurs / Bénévoles	Les trois plus hauts bénévoles sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- La Présidente de l'association,</li><li>- Les deux Vices Présidents</li></ul> Les bénévoles de l'Association ne perçoivent aucune rémunération et aucun avantage en nature.
Cadres dirigeants	L'effectif des cadres dirigeants de l'Association est composé de trois cadres (le Directeur Général et les Directeurs de services). Ces cadres dépendent hiérarchiquement des trois plus hauts bénévoles de l'Association.

### **Honoraires du Commissaire aux Comptes**

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes, comptabilisé en charge de l'exercice s'élève à 15 268 euros. Ce montant se décompose comme suit :

Honoraires comptabilisés	Montants
Au titre du contrôle légal des comptes	15 268

### **Compte de résultat par services**

Informations sectorielles des résultats comptables par service, au titre de l'exercice 2023 :

Détail des postes	Gestion contrôlée				Gestion non contrôlée						Tous services
	AEA	AEAPE	AGBF	MJPM	Médiation Familiale	Maison de la Famille	Action Familiale	Association	MASP	FSL	
Produits d'exploitation	2 105 473	192 117	694 357	2 460 877	310 812	314 192	314 443	29 841	461 902	100 455	6 984 469
charges d'exploitation	2 191 865	181 369	692 977	2 603 010	294 161	287 929	236 095	-342 137	542 384	115 927	6 803 580
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-86 392</b>	<b>10 748</b>	<b>1 380</b>	<b>-142 133</b>	<b>16 651</b>	<b>26 263</b>	<b>78 348</b>	<b>371 978</b>	<b>-80 482</b>	<b>-15 472</b>	<b>180 889</b>
Produits financiers								19 968			19 968
charges financières	546	50	177	673	81	112	55		142	34	1 870
<b>Résultat financier</b>	<b>-546</b>	<b>-50</b>	<b>-177</b>	<b>-673</b>	<b>-81</b>	<b>-112</b>	<b>-55</b>	<b>19 968</b>	<b>-142</b>	<b>-34</b>	<b>18 098</b>
Produits exceptionnels	107	35	775	2 857	1 753	64	88	57 184	60 061		
Charges exceptionnelles	440	57	159	4 758	92	112	716	691	30 903	241	
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-333</b>	<b>-22</b>	<b>616</b>	<b>-1 901</b>	<b>1 661</b>	<b>-48</b>	<b>-628</b>	<b>56 493</b>	<b>29 158</b>	<b>-241</b>	<b>84 755</b>
Impôts sur les Sociétés								3 048			3 048
Engagement à réaliser Fd dédiés			2 800								2 800
<b>Résultat</b>	<b>-87 271</b>	<b>10 676</b>	<b>-981</b>	<b>-144 707</b>	<b>18 231</b>	<b>26 103</b>	<b>77 665</b>	<b>445 391</b>	<b>-51 466</b>	<b>-15 747</b>	<b>277 894</b>

Engagements

Nantissement

Sur emprunt

49 867 euros

Cautions

Cautions données :

Sur emprunts bancaires (SCI)

538 147 euros



**Bénévolat, dons et mises à dispositions gratuites**

1- Dans le fonctionnement de son activité, l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon s'appuie, pour mener certaines de ses actions, sur les compétences de bénévoles. Les contributions volontaires des bénévoles sont un élément essentiel de la spécificité de l'UDAF du Rhône et de la Métropole de Lyon.

En raison de la complexité des représentations dans les instances, il n'est pas possible de considérer des équivalences de rémunérations issues de la convention collective. En effet, il s'agirait de tenir compte de la valeur du service rendu et de la notoriété et de la compétence du bénévole. Les contributions volontaires des bénévoles, dont bénéficie l'Association, ne sont donc pas comptabilisées dans les comptes annuels, mais valorisées dans l'annexe sur la base du SMIC horaire au 31 décembre 2023.

Types d'Action	Nombre d'heures des bénévoles	Valorisations des contributions en euros (*)
Représentations dans les Instances	1525	26352

(\*) Valorisation sur la base du SMIC horaire (11.52 euros au 31.12.2023), charges sociales et fiscales comprises au taux moyen de 50%

2- Le montant des dons en nature effectués par des bénévoles, ces dons ne sont pas comptabilisés dans le résultat comptable.

3- Le montant des mises à dispositions gratuites de salles prêtées par les communes pour exercer des médiations familiales est de 13 060 euros sur l'exercice 2023.



Expert Comptable

Commissaire aux Comptes



11, cours Aristide Briand 69 300 Caluire . Tél. 04 78 23 26 81 - Fax. 04 78 08 87 80 .  
cabinet@cofireco.net / [www.cofireco.net](http://www.cofireco.net)